

## RAPPORT (2023) DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

Conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" ([WT/L/105](#)), le Conseil du commerce des marchandises (ci-après le "CCM" ou le "Conseil") doit faire rapport au Conseil général chaque année sur ses activités ainsi que sur celles de ses organes subsidiaires. Les rapports doivent être "factuels, et [indiquer] les actions engagées et les décisions prises, avec des renvois aux rapports des organes subsidiaires; ils pourraient être établis sur le modèle des rapports du Conseil du GATT de 1947 aux PARTIES CONTRACTANTES".

Depuis la publication de son rapport annuel 2022 ([G/L/1463](#)), le CCM s'est réuni trois fois en session formelle aux dates suivantes: 3 et 4 avril 2023<sup>1</sup>; 6 et 7 juillet 2023<sup>2</sup>; et 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2023<sup>3</sup>. Il s'est également réuni six fois en mode informel, pour examiner la liste de noms des candidats à la présidence de ses organes subsidiaires le 5 juin 2023<sup>4</sup>; et pour examiner les questions de mise en œuvre découlant de la CM12 les 31 janvier<sup>5</sup>, 27 février<sup>6</sup>, 31 mars<sup>7</sup>, 31 mai<sup>8</sup> et 19 septembre<sup>9</sup> 2023.

Les questions qui ont été soulevées au Conseil et/ou qui y ont fait l'objet d'une décision étaient les suivantes:

<b>1 ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES .....</b>	<b>2</b>
<b>2 DÉSIGNATION DU BUREAU DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL.....</b>	<b>2</b>
<b>3 QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX MARCHÉS .....</b>	<b>3</b>
3.1 Demandes collectives relatives à des dérogations concernant l'introduction des modifications du Système harmonisé 2002, 2007, 2012, 2017 et 2022 .....	3
<b>4 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....</b>	<b>3</b>
<b>5 SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC (G/L/223/REV.30).....</b>	<b>4</b>
<b>6 ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR D'AUTRES MEMBRES ET NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – POINT DONT L'INSCRIPTION A ÉTÉ DEMANDÉE PAR LES ÉTATS-UNIS .....</b>	<b>4</b>
<b>7 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES (WT/GC/W/752) .....</b>	<b>4</b>

<sup>1</sup> Voir les documents [G/C/M/145](#) et [G/C/M/145/Add.1](#).

<sup>2</sup> Voir le document [G/C/M/146](#).

<sup>3</sup> Voir le document [G/C/M/147](#) (à paraître).

<sup>4</sup> Voir le document [ICN/CTG/11](#).

<sup>5</sup> Voir les documents [ICN/CTG/7](#), [ICN/CTG/7/Add.1](#) et [JOB/CTG/20](#).

<sup>6</sup> Voir les documents [ICN/CTG/8](#), [ICN/CTG/8/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/23](#).

<sup>7</sup> Voir les documents [ICN/CTG/9](#), [ICN/CTG/9/Add.1](#), [ICN/CTG/9/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/27](#).

<sup>8</sup> Voir les documents [ICN/CTG/10](#), [ICN/CTG/10/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/28](#).

<sup>9</sup> Voir les documents [ICN/CTG/12](#), [ICN/CTG/12/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/37](#).

<b>8 PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES ENVIRONNEMENTALES LIÉES AU COMMERCE – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE GROUPE AFRICAIN (G/C/W/830)</b> .....	<b>5</b>
<b>9 RÉUNION DES MINISTRES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT DU G-20 – RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS CONCERNANT NOTAMMENT L'APPEL À L'ACTION DE JAIPUR EN FAVEUR DES MPME – POINT DONT L'INSCRIPTION A ÉTÉ DEMANDÉE PAR L'INDE</b> .....	<b>5</b>
10.1 Adhésion de la République d'Arménie à l'Union économique eurasiatique: Procédures au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 – Communication de l'Arménie (G/L/1110/Add.9) .....	5
10.2 Adhésion de la République kirghize à l'Union économique eurasiatique: Procédures au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 – Communication de la République kirghize (G/L/1137/Add.8) .....	5
<b>11 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES</b> .....	<b>6</b>
<b>12 QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12: FONCTIONNEMENT DU CCM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES, ET RÉPONSE DE L'OMC À LA PANDÉMIE</b> .....	<b>6</b>
<b>13 EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES</b> .....	<b>7</b>
<b>ANNEXE 1</b> .....	<b>9</b>
<b>ANNEXE 2</b> .....	<b>12</b>
<b>ANNEXE 3</b> .....	<b>15</b>

## 1 ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

1.1. À sa réunion des 3 et 4 avril, le Conseil a élu, par acclamation, M. l'Ambassadeur Adamu Mohammed Abdulhamid (Nigéria) à sa présidence pour 2022–2023.

## 2 DÉSIGNATION DU BUREAU DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL

2.1. À sa réunion des 3 et 4 avril, le Conseil a suspendu l'examen de ce point de l'ordre du jour dans l'attente de nouvelles consultations. M. Étienne Oudot de Dainville, qui était alors Président sortant du Conseil du commerce des marchandises, a continué de mener le processus.

2.2. Le Conseil est revenu sur ce point de l'ordre du jour le 5 juin<sup>10</sup>, le Président ayant indiqué qu'un consensus s'était dégagé sur la liste de noms, et le Conseil du commerce des marchandises est convenu de proposer les noms des personnes ci-après pour élection à la présidence des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises pour 2023–2024:

<b>Organe subsidiaire du CCM</b>	<b>Candidat</b>
<b>Comité de l'agriculture</b>	M. Kjetil TYSDAL (Norvège)
<b>Comité des pratiques antidumping</b>	Mme Ayşegül ŞAHINOĞLU YERDEŞ (Türkiye)
<b>Comité de l'évaluation en douane</b>	M. Omar CISSE (Sénégal)
<b>Comité des licences d'importation</b>	M. Nat THARNPANICH (Thaïlande)
<b>Comité de l'accès aux marchés</b>	Mme Renata CRISTALDO OVIEDO (Paraguay)
<b>Comité des règles d'origine</b>	M. Elia N. MTWEVE (Tanzanie)
<b>Comité des sauvegardes</b>	M. Eungkil JEON (République de Corée)
<b>Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires</b>	M. Tayutic MENA RETANA (Costa Rica)
<b>Comité des subventions et des mesures compensatoires</b>	M. James LESTER (Nouvelle-Zélande)

<sup>10</sup> Voir le document [G/C/M/145/Add.1](#).

<b>Organe subsidiaire du CCM</b>	<b>Candidat</b>
<b>Comité des obstacles techniques au commerce</b>	Mme Anna VITIE (Finlande)
<b>Comité de la facilitation des échanges</b>	M. Carlos GUEVARA (Équateur)
<b>Comité des MIC</b>	M. Po-Feng HUANG (Taipei chinois)
<b>Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information</b>	M. Don SPEDDING (Australie)
<b>Groupe de travail des entreprises commerciales d'État</b>	Mme Laura Ulda CALLIGARO (Italie)

### 3 QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX MARCHÉS

#### 3.1 Demandes collectives relatives à des dérogations concernant l'introduction des modifications du Système harmonisé 2002, 2007, 2012, 2017 et 2022

3.1. À sa réunion du 30 novembre, le Conseil a examiné quatre demandes relatives à une prorogation des dérogations collectives concernant l'introduction des modifications du Système harmonisé 2002, 2007, 2012, 2017 et 2022 dans les Liste de concessions dans le cadre de l'OMC. Le Conseil a approuvé les demandes de prorogation des dérogations et recommandé que les projets de décisions reproduits dans les documents [G/C/W/831](#), [G/C/W/832](#), [G/C/W/833](#), [G/C/W/834](#) et [G/C/W/835/Rev.1](#) soient transmis au Conseil général pour adoption.

### 4 NOTIFICATION D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

4.1. À ses réunions des 3 avril, 7 juillet et 30 novembre, le Conseil a été informé de la notification des accords commerciaux régionaux ci-après:

- Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), marchandises – Entrée en vigueur pour le Chili ([WT/REG395/N/4](#));
- Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), marchandises – Entrée en vigueur pour la Malaisie ([WT/REG395/N/3](#));
- Accord de libre-échange entre l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège et le Royaume-Uni, marchandises – Entrée en vigueur pour l'Islande ([WT/REG459/N/2](#));
- Accord de libre-échange entre le Royaume-Uni, la Norvège et l'Islande, marchandises ([WT/REG430/N/2](#)) – Notification de dénonciation;
- Accord de libre-échange entre la Türkiye et le Royaume du Danemark, marchandises ([WT/REG466/N/1](#));
- Accord de libre-échange entre l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège et le Royaume-Uni, marchandises ([WT/REG459/N/1/ADD.1](#)) – Modifications apportées à l'accord existant;
- Accord de libre-échange entre El Salvador, le Honduras et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu – Notification de suspension entre El Salvador et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, marchandises ([WT/REG283/N/2](#));
- Accord de libre-échange entre la Colombie et Israël, marchandises ([WT/REG468/N/1](#));
- Accord de libre-échange entre l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège et le Royaume-Uni, marchandises ([WT/REG459/N/2/ADD.1](#)) – Modifications apportées à l'accord existant;
- Accord sur la coopération économique et le commerce entre l'Inde et l'Australie, marchandises ([WT/REG473/N/1](#));
- Accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, marchandises ([WT/REG472/N/1](#));
- Accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Australie, marchandises ([WT/REG471/N/1](#));
- Accord de libre-échange entre la République de Corée et le Cambodge, marchandises ([WT/REG470/N/1](#));
- Accord de partenariat économique global entre l'Indonésie et la République de Corée, marchandises ([WT/REG469/N/1](#));
- Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), marchandises – Entrée en vigueur pour le Brunéi Darussalam ([WT/REG395/N/5](#));

- Accord de libre-échange entre la Türkiye et la Géorgie, marchandises ([WT/REG261/N/1/ADD.1](#)) – Modifications apportées à l'accord existant
- Accord instituant la Zone économique commune, marchandises – Notification du retrait de l'Ukraine de l'Accord ([WT/REG254/N/2](#));
- Accord de libre-échange entre l'Ukraine et la Macédoine du Nord, marchandises – Modifications apportées à l'accord existant ([WT/REG248/N/1/ADD.1](#));
- Accord de libre-échange entre la Türkiye et le Monténégro, marchandises – Modifications apportées à l'accord existant ([WT/REG282/N/1/ADD.1](#)); et
- Accord de libre-échange entre El Salvador, le Honduras et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, marchandises – Notification de suspension entre El Salvador et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu ([WT/REG283/N/3](#));

## **5 SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC ([G/L/223/REV.30](#))**

5.1. À sa réunion du 3 avril, le Conseil a pris note du document [G/L/223/Rev.30](#) informant les Membres de la situation des notifications présentées au titre des dispositions des Accords figurant à l'annexe IA de l'Accord sur l'OMC. En outre, le Président a appelé l'attention des Membres sur le Portail de notification en ligne (<https://notifications.wto.org/fr>), qui vise à regrouper, dans un système unique, tous les renseignements généraux concernant les notifications et les renseignements relatifs aux accords sur le commerce des marchandises, résumés et présentés selon le modèle de la série de documents [G/L/223/\\*](#).

## **6 ABSENCE DE RÉPONSE DES MEMBRES AUX QUESTIONS POSÉES PAR D'AUTRES MEMBRES ET NON-NOTIFICATION PAR LES MEMBRES D'ÉLÉMENTS CONFORMÉMENT À CERTAINS ACCORDS DE L'OMC – POINT DONT L'INSCRIPTION A ÉTÉ DEMANDÉE PAR LES ÉTATS-UNIS**

6.1. Aux réunions du 3 avril, du 6 juillet et du 30 novembre, les États-Unis ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de deux nouveaux points, qui comprenaient chacun une annexe contenant respectivement une liste des Membres qui n'avaient pas répondu à des questions dans le cadre d'organes subsidiaires du CCM et une liste des Membres qui n'avaient pas notifié des éléments conformément à certains Accords de l'OMC.<sup>11</sup> Les États-Unis ont rappelé aux Membres qu'ils étaient tenus de se conformer à leurs obligations en matière de transparence et ils ont encouragé les Membres ayant besoin d'une assistance et d'orientations à contacter le Secrétariat ou d'autres Membres. Le Conseil a pris note des déclarations faites par les différents Membres qui ont pris la parole.

## **7 MESURES ACCORDANT AUX PMA AYANT RÉCEMMENT QUITTÉ CE STATUT ET DONT LE PNB EST INFÉRIEUR À 1 000 USD DES AVANTAGES AU TITRE DE L'ANNEXE VII B) DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES ([WT/GC/W/752](#))**

7.1. À sa réunion du 6 juillet, le Conseil a pris note des déclarations faites par le Bangladesh au nom du Groupe des PMA et auxquelles s'est associé le Népal, dans lesquelles les Membres étaient une nouvelle fois priés d'examiner la proposition visant à permettre aux PMA Membres ayant récemment quitté ce statut de bénéficier de l'exception prévue à l'article 27.2 a) de l'Accord SMC en faveur des Membres en développement visés à l'Annexe VII b); et a précisé que la proposition du Groupe des PMA sur la sortie de la catégorie des PMA présentée au Conseil général figurait dans le document [WT/GC/W/807/Rev.2](#) et que le point spécifique de cette proposition concernant l'Accord SMC dépendrait d'une décision du CCM. Les États-Unis ont noté des lacunes dans les renseignements et restaient disponibles pour dialoguer avec le Groupe des PMA, tout comme l'Union européenne.

7.2. À sa réunion du 30 novembre, le Conseil a pris note des déclarations faites par le Djibouti au nom du Groupe des PMA, et soutenues par le Bangladesh et le Népal, réitérant leur demande visant à ce que les Membres examinent la proposition de permettre aux pays Membres étant récemment sortis de la catégorie des PMA de bénéficier de l'exception prévue à l'article 27.2 a) de l'Accord SMC en faveur des pays en développement visés à l'Annexe VII b). Les États-Unis ont répété qu'il y avait des lacunes dans les renseignements nécessaires à l'examen de cette proposition. L'Union

<sup>11</sup> [WTO/AIR/CTG/24/Rev.1](#) annexes 1 et 2; [WTO/AIR/CTG/25/Rev.1](#) annexes 1 et 2; [WTO/AIR/CTG/26/Rev.1](#) annexes 1 et 2.

européenne a noté qu'elle restait disposée à dialoguer avec le Groupe des PMA pour rechercher une solutions dans ce contexte.

## **8 PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES ENVIRONNEMENTALES LIÉES AU COMMERCE – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE GROUPE AFRICAIN ([G/C/W/830](#))**

8.1. À sa réunion du 30 novembre, le Conseil a pris note de la communication du Groupe africain sur les principes régissant l'élaboration et la mise en œuvre de mesures environnementales liées au commerce, énoncées dans le document [G/C/W/830](#). Au nom du Groupe des PMA, Djibouti a noté que le document énonçait des principes importants qui devraient être reconnus à l'OMC afin de garantir que les efforts visant à mettre en œuvre les mesures en faveur du commerce et de l'environnement n'entraînent pas de conséquences dommageables, en particulier pour les PMA et les pays en développement. Plusieurs Membres ont remercié le Groupe africain pour leur communication et se sont dits intéressés à poursuivre le dialogue sur les politiques environnementales liées au commerce. Tout en reconnaissant l'importance d'avoir davantage de transparence et d'échanges sur les politiques environnementales liées au commerce, d'autres Membres étaient d'avis que des principes prescriptifs en la matière n'étaient pas nécessaires à l'OMC et ont fait observer que les principes mentionnés dans le document du Groupe africain relevaient de différents régimes juridiques et ne s'appliquaient pas nécessairement à chaque politique environnementale mise en œuvre.

## **9 RÉUNION DES MINISTRES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT DU G-20 – RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS CONCERNANT NOTAMMENT L'APPEL À L'ACTION DE JAIPUR EN FAVEUR DES MPME – POINT DONT L'INSCRIPTION A ÉTÉ DEMANDÉE PAR L'INDE**

9.1. À sa réunion du 30 novembre, le Conseil a pris note des renseignements actualisés présentés par l'Inde concernant la réunion des ministres du commerce et de l'investissement du G-20 tenue en août 2023, qui a donné lieu à une Déclaration ministérielle et notamment l'appel à l'action de Jaipur visant à améliorer l'accès à l'information pour les MPME. De plus amples renseignements concernant ces résultats et sur la manière dont ils pourraient être pertinents pour les travaux actuels de l'OMC figurent dans les documents de séance [RD/MA/120](#) et [RD/MA/121](#). Les États-Unis, la Suisse et l'Union européenne ont souligné l'importance de cette question et des travaux auxquels ils participaient dans ce domaine et ont exprimé leur intérêt et leur soutien pour la mise en œuvre de l'Appel à l'action de Jaipur et pour les travaux connexes qui étaient menés actuellement par l'ITC, en collaboration avec la CNUCED et l'OMC.

## **10 ADHÉSION DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE ET DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE A L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE (UEE): PROCÉDURES AU TITRE DE L'ARTICLE XXVIII:3 DU GATT DE 1994**

### **10.1 Adhésion de la République d'Arménie à l'Union économique eurasiatique: Procédures au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 – Communication de l'Arménie ([G/L/1110/Add.9](#))**

10.1. À sa réunion du 30 novembre, le Conseil a pris note des renseignements communiqués par l'Arménie sur les négociations qu'elle a menées au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 à la suite de son adhésion à l'Union économique eurasiatique (UEE); il a également examiné la demande visant à proroger la période mentionnée dans le document [G/L/1110/Add.9](#). Il a pris note des déclarations faites par l'Arménie, et est convenu de proroger la période visée jusqu'au 2 janvier 2025.

### **10.2 Adhésion de la République kirghize à l'Union économique eurasiatique: Procédures au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 – Communication de la République kirghize ([G/L/1137/Add.8](#))**

10.2. À sa réunion du 30 novembre, le Conseil a pris note des renseignements communiqués par la République kirghize sur les négociations qu'elle a menées au titre de l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 à la suite de son adhésion à l'UEE; il a également examiné la demande visant à proroger la

période mentionnée dans le document [G/L/1137/Add.8](#). Il a pris note de la déclaration faite par la République kirghize, et est convenu de proroger la période visée jusqu'au 12 février 2025.

## 11 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES

11.1. À la réunion du 3 avril, 41 préoccupations commerciales ont été portées à l'attention du Conseil (voir l'annexe 1), y compris les quatre nouvelles préoccupations commerciales suivantes:

- i. États-Unis, Japon, Pays-Bas – Accord entre les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas sur les restrictions à l'exportation de puces – Demande présentée par la Chine;
- ii. États-Unis – Droits au titre de l'article 301 visant certaines marchandises en provenance de Chine – Demande présentée par la Chine;
- iii. États-Unis – Mesures perturbatrices et restrictives au nom de la sécurité nationale – Demande présentée par la Chine; et
- iv. Inde – Mise en œuvre de la politique d'évaluation de la conformité au moyen d'ordonnances en matière de contrôle de la qualité dans divers secteurs – Demande présentée par le Canada et l'Union européenne.

11.2. À la réunion du 6 juillet, 37 préoccupations commerciales ont été portées à l'attention du Conseil; toutes avaient déjà été soulevées. La liste complète des préoccupations commerciales examinées à la réunion du CCM du 6 juillet figure à l'annexe 2.

11.3. À la réunion du 30 novembre, 44 préoccupations commerciales ont été portées à l'attention du Conseil (voir l'annexe 3), y compris les 8 nouvelles préoccupations commerciales suivantes:

- i. Inde – Mesures concernant les licences d'importation visant les PC, les tablettes et d'autres produits électroniques – Demande présentée par la Chine;
- ii. Union européenne – Enquête antisubventions visant les importations de véhicules électriques à batterie en provenance de Chine – Demande présentée par la Chine;
- iii. Inde – Ordonnance sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques – Demande présentée par la Thaïlande;
- iv. France – Programme de subventions révisé pour les véhicules électriques – Demande présentée par la République de Corée;
- v. Pérou – Traitement fiscal du pisco – Demande présentée par le Royaume-Uni;
- vi. Chine; Hong Kong, Chine; Macao, Chine; et Fédération de Russie – Restriction à l'importation de produits aquatiques en provenance du Japon après le rejet en mer de l'eau traitée au moyen du système ALPS – Demande présentée par le Japon;
- vii. Inde – Importation de fibres discontinues de viscose – Demande présentée par l'Indonésie; et
- viii. Union européenne – Procédure antidumping visant les acides gras – Demande présentée par l'Indonésie.

## 12 QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE DÉCOULANT DE LA CM12: FONCTIONNEMENT DU CCM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES, ET RÉPONSE DE L'OMC À LA PANDÉMIE

12.1. Le CCM a tenu cinq réunions informelles pour examiner les questions de mise en œuvre découlant de la CM12 relevant de son mandat: 31 janvier 2023 ([ICN/CTG/7](#), [ICN/CTG/7/Add.1](#) et [JOB/CTG/20](#)); 27 février 2023 ([ICN/CTG/8](#), [ICN/CTG/8/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/23](#)); 31 mars 2023 ([ICN/CTG/9](#), [ICN/CTG/9/Add.1](#), [ICN/CTG/9/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/27](#)); 31 mai 2023 ([ICN/CTG/10](#),

[ICN/CTG/10/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/28](#)); et 19 septembre 2023 ([ICN/CTG/12](#), [ICN/CTG/12/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/37](#)).

12.2. Aux réunions formelles des 3 avril, 6 juillet et 30 novembre, le Président a rendu compte des travaux entrepris dans ce domaine.<sup>12</sup>

12.3. En ce qui concerne le **fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires**, le CCM est convenu de mettre en œuvre 27 modifications en vue d'améliorer son fonctionnement, dont 13 ont été adoptées au moyen de décisions formelles<sup>13</sup> et 14 pour lesquelles le Secrétariat a apporté des modifications concernant la manière dont il soutient les travaux du Conseil après des discussions avec les Membres. Les 14 organes subsidiaires du CCM ont présenté des rapports écrits résumant leurs discussions et décrivant les améliorations apportées depuis la conclusion de la CM12. Ces rapports ont été rassemblés et consolidés dans un projet de rapport complet pour le domaine des marchandises dans son ensemble, qui figure dans le document [JOB/CTG/39/Rev.3](#). À sa réunion formelle du 30 novembre, le Conseil a examiné le projet de rapport et est convenu de le transmettre au Conseil général pour examen à sa réunion de décembre. La version adoptée du rapport a été distribuée sous la cote [G/L/1523](#).

12.4. S'agissant de la **réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19**, le Secrétariat a établi un projet de rapport (document [JOB/CTG/35](#)) à la demande du Président du Conseil du commerce des marchandises, à la suite de la réunion informelle que le Conseil a tenue le 31 mai 2023<sup>14</sup>, et a suivi le modèle proposé dans le document [RD/CTG/20](#). Le Président du CCM a également informé les Présidents des 14 organes subsidiaires du Conseil de ces discussions et les a invités à une réunion qui s'est tenue le 30 juin 2023, au cours de laquelle il a expliqué l'état d'avancement des travaux en cours et a assuré une coordination sur la meilleure façon de les faire progresser.<sup>15</sup>

12.5. Suite aux discussions qui ont eu lieu à la réunion informelle du 19 septembre 2023 et aux observations formulées par les Membres, une deuxième révision a été distribuée sous les cotes [JOB/CTG/35/Rev.2](#) et [JOB/CTG/35/Rev.2/Add.1](#). À sa réunion formelle du 30 novembre, le Conseil a examiné le rapport et est convenu de le transmettre au Conseil général pour examen à sa réunion de décembre. La version adoptée du rapport a été distribuée sous la cote [G/L/1521](#).

### 13 EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

13.1. À sa réunion du 30 novembre, le Conseil a pris note des rapports annuels de ses organes subsidiaires.

Organe subsidiaire du CCM	Rapport (Cote du document)
Comité de l'agriculture	<a href="#">G/L/1520</a>
Comité des pratiques antidumping	<a href="#">G/L/1501</a>
Comité de l'évaluation en douane	<a href="#">G/L/1516</a>
Comité des licences d'importation	<a href="#">G/L/1512</a>
Comité de l'accès aux marchés	<a href="#">G/L/1507</a>
Comité des règles d'origine	<a href="#">G/L/1499</a>

<sup>12</sup> Voir les comptes rendus des réunions du CCM figurant dans les documents [G/C/M/145](#) (section 7), [G/C/M/146](#) (section 4) et [G/C/M/147](#) (à paraître).

<sup>13</sup> i) Une prorogation à 15 jours civils du délai pour demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour; ii) la distinction faite, parmi les préoccupations commerciales inscrites à l'ordre du jour, entre les questions nouvelles et les questions déjà soulevées; iii) l'inclusion des préoccupations commerciales du CCM dans la base de données sur les préoccupations commerciales; iv) l'introduction de l'eAgenda à titre d'essai; v) l'établissement d'un ordre du jour annoté pour la réunion du 30 novembre; vi) le changement de l'option par défaut pour les déclarations dans eAgenda; vii) la disponibilité en ligne, et dans les trois langues de l'OMC, de tous les documents devant être examinés aux réunions; viii) le fait d'encourager la disponibilité en ligne, et dans les trois langues de l'OMC, des exposés devant être présentés aux réunions; et ix) une séance d'information annuelle sur les outils numériques de l'OMC. À la réunion formelle du 30 novembre, il est convenu de nouvelles améliorations concernant i) les renseignements relatifs aux réunions informelles; ii) la note de suivi de la Présidence sur les actions faisant suite aux réunions informelles; iii) le Centre d'information du CCM; et iv) le format et la teneur de l'avis de convocation (aérogramme). Voir les documents [G/C/M/145](#) (section 7), [JOB/CTG/27](#) et [JOB/CTG/28](#); [G/L/1481](#); [G/C/M/146](#) (section 4); [JOB/CTG/38](#); [G/L/1490](#), [GL/1522](#) et [G/C/M/147](#) (à paraître).

<sup>14</sup> [JOB/CTG/33](#) et [JOB/CTG/37](#).

<sup>15</sup> Voir le document [JOB/CTG/33](#).

---

<b>Organe subsidiaire du CCM</b>	<b>Rapport (Cote du document)</b>
Comité des sauvegardes	<a href="#">G/L/1503</a>
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	<a href="#">G/L/1519</a>
Comité des subventions et des mesures compensatoires (SMC)	<a href="#">G/L/1506</a>
Comité des obstacles techniques au commerce (OTC)	<a href="#">G/L/1518</a>
Comité de la facilitation des échanges	<a href="#">G/L/1514</a>
Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)	<a href="#">G/L/1492</a>
Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (Comité ATI)	<a href="#">G/L/1510</a>
Inspection avant expédition et entité indépendante	<a href="#">G/L/1517</a>
Groupe de travail des entreprises commerciales d'État	<a href="#">G/L/1496</a>

---



**ANNEXE 1**  
**LISTE DES PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES EXAMINÉES À LA**  
**RÉUNION DU CCM DES 3 ET 4 AVRIL 2023**  
**(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)**

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
1	18	Australie – Prohibition discriminatoire concernant l'accès aux marchés des équipements 5G – Demande présentée par la Chine	Chine	
2	31	Australie, Canada, États-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suisse et Union européenne – Mesures de restriction du commerce prises unilatéralement – Demande présentée par la Fédération de Russie	Fédération de Russie	Corée, République de; Norvège; Ukraine; Venezuela, République bolivarienne du
3	33	Chine – Mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés – Demande présentée par l'Australie et les États-Unis	Australie; États-Unis	Canada; Corée, République de; Japon; Royaume-Uni; Taipei chinois; Union européenne
4	25	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) – Demande présentée par l'Australie, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne	Australie; États-Unis; Japon; Union européenne	Nouvelle-Zélande; République de Corée
5	42	Chine – Projet de norme nationale chinoise recommandée pour les équipements de bureau – Demande présentée par le Japon	Japon	Union européenne
6	43	Chine – Projet de révision de la loi chinoise sur les marchés publics – Demande présentée par le Japon	Japon	
7	41	Chine – Loi sur le contrôle des exportations – Demande présentée par le Japon	Japon	Australie; Royaume-Uni; Union européenne
8	40	Chine – Application de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce – Demande présentée par l'Australie	Australie	Canada; États-Unis; Japon; Nouvelle-Zélande; Royaume-Uni; Taipei chinois; Union européenne
9	34	Chine – Transparence des subventions et obligations de la Chine en matière de publication et d'établissement de points d'information en vertu de son protocole d'accèsion – Demande présentée par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne	Australie; Canada; États-Unis; Japon; Royaume-Uni et Union européenne	Nouvelle-Zélande
10	35	Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia) – Demande présentée par le Canada et les États-Unis	Canada; États-Unis	Nouvelle-Zélande; Paraguay; Royaume-Uni; Union européenne
11	47	Égypte – Utilisation obligatoire d'une lettre de crédit comme condition de paiement pour les importations – Demande présentée par l'Union européenne	Union européenne	Norvège
12	19	Union européenne – Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières – Demande présentée par la Chine, la Fédération de Russie et l'Indonésie	Chine; Fédération de Russie; Indonésie	Brésil; Corée, République de; Égypte; Inde; Japon; Kazakhstan; Paraguay; Thaïlande; Türkiye
13	20	Union européenne – Produits zéro déforestation – Demande présentée par la Fédération de Russie et l'Indonésie	Fédération de Russie; Indonésie	Brésil; Paraguay; Türkiye
14	32	Union européenne – Projet de Règlement (UE) de la Commission modifiant les annexes II et V du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les LMR pour la clothianidine et le thiamethoxam présents dans ou sur certains produits – Demande présentée par les États-Unis	États-Unis	Argentine; Brésil; Colombie; Équateur; Guatemala; Inde; Japon; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Uruguay
15	8	Union européenne – Mise en œuvre d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles – Demande présentée par l'Australie, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay (G/C/W/767/Rev.1)	Australie; Brésil; Canada; Colombie; Costa Rica; Équateur; États-Unis; Guatemala; Panama; Paraguay; Pérou; République dominicaine; Uruguay	Inde; Japon
16	9	Union européenne – Modification proposée des engagements en matière de contingents tarifaires: préoccupations systémiques – Demande présentée par l'Uruguay	Uruguay	Brésil; Paraguay

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
17	11	Union européenne – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires – Enregistrement de certaines dénominations de fromages en tant qu'indications géographiques – Demande présentée par la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay	Nouvelle-Zélande; Uruguay	
18	48	Union européenne – Règlement (UE) 2017/2321 et Règlement (UE) 2018/825 – Demande présentée par la Fédération de Russie	Fédération de Russie	
19	17	Union européenne – Prohibition discriminatoire de la Suède concernant l'accès aux marchés des équipements 5G – Demande présentée par la Chine	Chine	
20	21	Union européenne – Pacte vert pour l'Europe – Demande présentée par la Fédération de Russie	Fédération de Russie	
21	46	Inde – Mise en œuvre de la politique d'évaluation de la conformité au moyen d'ordonnances en matière de contrôle de la qualité dans divers secteurs – Demande présentée par le Canada et l'Union européenne	Canada; Union européenne	Japon; Royaume-Uni
22	12	Inde – Politiques relatives à l'importation de pneumatiques – Demande présentée par le Canada; l'Indonésie; le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; la Thaïlande et l'Union européenne	Canada; Indonésie; Taipei chinois; Thaïlande; Union européenne	Thaïlande
23	13	Inde – Restriction à l'importation de climatiseurs – Demande présentée par le Japon et la Thaïlande	Japon; Thaïlande	Corée, République de
24	36	Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM – Demande présentée par les États-Unis	États-Unis	Argentine; Canada; Japon; Paraguay; Uruguay
25	28	Inde – Restrictions à l'importation de certaines légumineuses – Demande présentée par l'Australie, le Canada, les États-Unis et l'Union européenne	Australie, Canada, États-Unis, Union européenne	Argentine
26	26	Indonésie – Mécanisme de balance-matières – Demande présentée par l'Union européenne	Union européenne	Corée, République de; États-Unis; Japon; Suisse
27	27	Indonésie – Politique et pratiques ayant des effets de restriction des importations et des exportations – Demande présentée par le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne	Japon; Nouvelle-Zélande; Union européenne	Canada; États-Unis; Inde; Suisse
28	39	Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, Émirats arabes unis, État du Koweït, Oman et Qatar – Taxe sélective appliquée à certains produits importés – Demande présentée par les États-Unis et la Suisse	États-Unis; Suisse	Union européenne
29	37	Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai, publiée le 31 janvier 2019 – Demande présentée par les États-Unis	États-Unis	Nouvelle-Zélande
30	14	Népal – Interdiction d'importation des boissons énergisantes – Demande présentée par la Thaïlande	Thaïlande	
31	30	Pakistan – Restrictions à l'importation et traitement discriminatoire de denrées alimentaires et de biens de consommation – Demande présentée par l'Union européenne	Union européenne	
32	38	Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre – Demande présentée par le Canada et les États-Unis	Canada; États-Unis	
33	10	Royaume-Uni – Projet de liste concernant les marchandises et proposition d'engagements du Royaume-Uni en matière de contingents tarifaires: préoccupations systémiques – Demande présentée par l'Uruguay	Uruguay	
34	22	Royaume-Uni – Loi du Royaume-Uni sur l'environnement: produits présentant un risque pour les forêts – Demande présentée par l'Indonésie	Indonésie	
35	16	États-Unis – Série de mesures de politique générale ayant des effets de distorsion sur l'industrie des semi-conducteurs et sa chaîne	Chine	

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
		d'approvisionnement mondiale - Demande présentée par la Chine		
36	44	États-Unis - Restriction quantitative discriminatoire à l'importation d'acier et/ou d'aluminium - Demande présentée par la Chine	Chine	Türkiye
37	45	États-Unis - Mesures perturbatrices et restrictives au nom de la sécurité nationale - Demande présentée par la Chine	Chine	
38	29	États-Unis - Restrictions à l'importation de pommes et de poires - Demande présentée par l'Union européenne	Union européenne	
39	24	États-Unis - Droits au titre de l'article 301 visant certaines marchandises en provenance de Chine - Demande présentée par la Chine	Chine	
40	23	États-Unis, Japon, Pays-Bas - Accord sur les restrictions à l'exportation de puces - Demande présentée par la Chine	Chine	
41	15	États-Unis - Mesures de subvention discriminatoires et ayant des effets de distorsion des échanges au titre de la Loi de 2022 sur la réduction de l'inflation - Demande présentée par la Chine	Chine	Fédération de Russie; Suisse

**ANNEXE 2**  
**LISTE DES PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES EXAMINÉES À LA**  
**RÉUNION DU CCM DES 6 ET 7 JUILLET 2023**  
**(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)**

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
		<b>A. NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES</b>		
		Néant		
		<b>B. PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SOULEVÉES PRÉCÉDEMMENT</b>		
1	23	Australie – Prohibition discriminatoire concernant l'accès aux marchés des équipements 5G – Demande présentée par la Chine	Chine	
2	44	Australie, Canada, États-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suisse et Union européenne – Mesures de restriction du commerce prises unilatéralement – Demande présentée par la Fédération de Russie	Fédération de Russie	Corée, République de; Moldova, République de; Norvège; Ukraine
3	11	Chine – Mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés – Demande présentée par l'Australie, les États-Unis et l'Union européenne	Australie; États-Unis; Union européenne	Canada; Corée, République de; Japon; Royaume-Uni; Taipei chinois
4	12	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) – Demande présentée par l'Australie, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne	Australie; États-Unis; Japon; Union européenne	Corée, République de; Nouvelle-Zélande
5	30	Chine – Projet de norme nationale chinoise recommandée pour les équipements de bureau – Demande présentée par le Japon	Japon	Philippines; Union européenne
6	31	Chine – Projet de révision de la loi chinoise sur les marchés publics – Demande présentée par le Japon	Japon	
7	32	Chine – Projet de nouvelle loi sur le contrôle des exportations – Demande présentée par la Japon et l'Union européenne	Japon; Union européenne	Australie; Canada; Corée, République de; Royaume-Uni; Suisse
8	9	Chine – Application de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce – Demande présentée par l'Australie	Australie	Canada; États-Unis; Japon; Nouvelle-Zélande; Royaume-Uni; Taipei chinois; Union européenne
9	13	Chine – Transparence des subventions et obligations de la Chine en matière de publication et d'établissement de points d'information en vertu de son protocole d'accession – Demande présentée par l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne	Australie; Canada; États-Unis; Japon; Royaume-Uni et Union européenne	Nouvelle-Zélande
10	16	Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia) – Demande présentée par le Canada, les États-Unis et l'Union européenne	Canada; États-Unis; Union européenne	Nouvelle-Zélande; Paraguay
11	22	Union européenne – Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières – Demande présentée par le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Indonésie	Brésil; Chine; Fédération de Russie; Indonésie	Arabie saoudite, Royaume d'; Corée, République de; Inde; Japon; Kazakhstan; Paraguay; Thaïlande; Türkiye
12	39	Union européenne – Produits zéro déforestation – Demande présentée par le Brésil, la Fédération de Russie et l'Indonésie	Brésil; Fédération de Russie; Indonésie	Argentine; Équateur; Inde; Paraguay; Pérou; Türkiye
13	10	Union européenne – Projet de Règlement (UE) de la Commission modifiant les annexes II et V du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les LMR pour la clothianidine et le thiamethoxam présents dans ou sur certains produits – Demande présentée par les États-Unis	Australie; Brésil; États-Unis	Argentine; Costa Rica; Équateur; Inde; Japon; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Uruguay
14	8	Union européenne – Mise en œuvre d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles – Demande présentée par l'Australie, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, les États-Unis, le Guatemala, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay ( <a href="#">G/C/W/767/Rev.1</a> )	Australie; Brésil; Canada; Costa Rica; Équateur; États-Unis; Guatemala; Panama; Paraguay; République dominicaine; Uruguay	Argentine; Inde; Japon

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
15	33	Union européenne – Renégociation des engagements en matière de contingents tarifaires en réponse au BREXIT: préoccupations systémiques – Demande présentée par l'Uruguay	Uruguay	Paraguay
16	35	Union européenne – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires – Enregistrement de certaines dénominations de fromages en tant qu'indications géographiques – Demande présentée par la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay	Nouvelle-Zélande; Uruguay	Argentine
17	43	Union européenne – Règlement (UE) 2017/2321 et Règlement (UE) 2018/825 – Demande présentée par la Fédération de Russie	Fédération de Russie	
18	21	Union européenne – Prohibition discriminatoire de la Suède concernant l'accès aux marchés des équipements 5G – Demande présentée par la Chine	Chine	
19	40	Union européenne – Pacte vert pour l'Europe – Demande présentée par la Fédération de Russie	Fédération de Russie	Uruguay
20	26	Inde – Mise en œuvre de la politique d'évaluation de la conformité au moyen d'ordonnances en matière de contrôle de la qualité dans divers secteurs – Demande présentée par le Canada et l'Union européenne	Canada; Union européenne	Japon; Royaume-Uni
21	25	Inde – Politiques relatives à l'importation de pneumatiques – Demande présentée par le Canada; l'Indonésie; le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; la Thaïlande et l'Union européenne	Canada; Indonésie; Taipei chinois; Thaïlande; Union européenne	
22	29	Inde – Restriction à l'importation de climatiseurs – Demande présentée par le Japon et la Thaïlande	Japon; Thaïlande	Corée, République de
23	14	Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM – Demande présentée par les États-Unis	États-Unis	Argentine; Canada; Japon; Paraguay; Uruguay
24	15	Inde – Restrictions à l'importation de certaines légumineuses – Demande présentée par l'Australie, le Canada, les États-Unis et l'Union européenne	Australie, Canada, États-Unis, Union européenne	Argentine
25	36	Indonésie – Mécanisme de balance-matières – Demande présentée par le Japon et l'Union européenne	Japon; Union européenne	Corée, République de; États-Unis; Royaume-Uni; Suisse
26	27	Indonésie – Politique et pratiques ayant des effets de restriction des importations et des exportations – Demande présentée par le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne	Japon; Nouvelle-Zélande; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse
27	18	Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, Émirats arabes unis, État du Koweït, Oman et Qatar – Taxe sélective appliquée à certains produits importés – Demande présentée par les États-Unis, la Suisse et l'Union européenne	États-Unis; Suisse; Union européenne	
28	24	Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai, publiée le 31 janvier 2019 – Demande présentée par les États-Unis	États-Unis	Nouvelle-Zélande
29	42	Népal – Interdiction d'importation des boissons énergisantes – Demande présentée par la Thaïlande	Thaïlande	
30	17	Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre – Demande présentée par le Canada et les États-Unis	Canada; États-Unis	
31	41	Sri Lanka – Interdiction d'importer divers produits – Demande présentée par la Thaïlande	Thaïlande	
32	34	Royaume-Uni – Projet de liste concernant les marchandises et proposition d'engagements du Royaume-Uni en matière de contingents tarifaires: préoccupations systémiques – Demande présentée par l'Uruguay	Uruguay	Paraguay
33	20	États-Unis – Série de mesures de politique générale ayant des effets de distorsion sur l'industrie des semi-conducteurs et sa chaîne d'approvisionnement mondiale – Demande présentée par la Chine	Chine	Fédération de Russie

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
34	38	États-Unis – Mesures perturbatrices et restrictives au nom de la sécurité nationale – Demande présentée par la Chine	Chine	
35	28	États-Unis – Restrictions à l'importation de pommes et de poires – Demande présentée par l'Union européenne	Union européenne	
36	37	États-Unis, Japon, Pays-Bas – Accord sur les contrôles à l'exportation concernant les équipements pour la fabrication de semi-conducteurs – Demande présentée par la Chine	Chine	
37	19	États-Unis – Mesures de subvention discriminatoires et ayant des effets de distorsion des échanges au titre de la Loi de 2022 sur la réduction de l'inflation – Demande présentée par la Chine	Chine	Fédération de Russie

**ANNEXE 3**  
**LISTE DES PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES EXAMINÉES À LA RÉUNION**  
**DU CCM DES 30 NOVEMBRE ET 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2023**  
**(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)**

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
<b>A. NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES</b>				
1	17	Chine; Fédération de Russie; Hong Kong, Chine; et Macao, Chine – Restriction à l'importation de produits aquatiques en provenance du Japon par suite du déversement dans l'océan d'eau traitée par le système ALPS	Japon	Canada; États-Unis; Royaume-Uni
2	19	Union européenne – Droits antidumping visant les acides gras	Indonésie	
3	13	Union européenne – Enquête antitrust visant les importations de véhicules électriques à batterie en provenance de Chine	Chine	
4	15	France – Programme de subventions révisé pour les véhicules électriques	République de Corée	Chine; Japon
5	12	Inde – Mesures concernant les licences d'importation visant les PC, les tablettes et d'autres produits électroniques	Chine	Corée, République de; États-Unis; Taipei chinois
6	14	Inde – Ordonnance sur le contrôle de la qualité de substances chimiques et pétrochimiques	Thaïlande	
7	18	Inde – Importation de fibres discontinues de viscose	Indonésie	
9	15	Pérou – Traitement fiscal du pisco	Royaume-Uni	Union européenne
<b>B. PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SOULEVÉES PRÉCÉDEMMENT</b>				
10	36	Australie, Canada, États-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suisse et Union européenne – Mesures de restriction du commerce prises unilatéralement à l'encontre de la Russie (ID 189)	Fédération de Russie	République de Corée; Ukraine
11	20	Chine – Projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés (ID 174)	Australie; États-Unis	Canada; Corée, République de; Japon; Taipei chinois; Union européenne
12	21	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (CSAR) (ID 169)	États-Unis; Japon; Union européenne	Corée, République de; Nouvelle-Zélande
13	51	Chine – Projet de norme nationale chinoise recommandée (GB/T) pour les équipements de bureau (technologie de sécurité de l'information – spécification relative à la sécurité pour les équipements de bureau (ID 201)	Japon	
14	50	Chine – Projet de révision de la loi chinoise sur les marchés publics (ID 202)	Japon	
15	52	Chine – Loi sur le contrôle des exportations et restrictions au commerce de produits stratégiques (ID 112)	Japon; Union européenne	Australie; Canada; Corée, République de; États-Unis; Royaume-Uni; Suisse
16	47	Chine – Application de mesures perturbatrices et restrictives pour le commerce (ID 152)	Australie	Canada; États-Unis; Japon; Nouvelle-Zélande; Royaume-Uni; Taipei chinois; Union européenne
17	34	Chine – Transparence des subventions et obligation de la Chine en matière de publication et d'établissement de points d'information en vertu de son protocole d'accession (ID 170)	Australie; Canada; États-Unis; Japon; Royaume-Uni	Nouvelle-Zélande; Union européenne
18	22	Égypte – Prescriptions en matière de certification halal pour les produits alimentaires et les boissons importés (ID 191)	États-Unis; Union européenne	Canada; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Suisse
19	38	Union européenne – Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (ID 148)	Chine; Fédération de Russie; Indonésie	Afrique du Sud; Arabie saoudite, Royaume d'; Brésil; Corée, République de; Inde; Japon; Paraguay; Taipei chinois; Türkiye; Uruguay
20	35	Union européenne – Règlement (UE) 2023/334 de la Commission concernant les limites maximales applicables aux résidus de clothianidine et de thiaméthoxame présents dans ou sur certains produits (ID 200)	Australie; États-Unis	Argentine; Brésil; Canada; Équateur; Inde; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Uruguay

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
21	39	Union européenne – Produits zéro déforestation (ID 203)	Colombie; Fédération de Russie; Indonésie; Paraguay	Afrique du Sud; Argentine; Brésil; Équateur; États-Unis; Guatemala; Inde; Pérou; Türkiye;
22	19	Union européenne – Mise en œuvre d'obstacles non tarifaires visant les produits agricoles (ID 137)	Australie; Canada; Colombie; Costa Rica; Équateur; États-Unis; Guatemala; Paraguay; République dominicaine; Uruguay	Argentine; Brésil; Inde; Japon; Panama
23	53	Union européenne – Modification proposée des engagements en matière de contingents tarifaires: préoccupations systémiques (ID 127)	Uruguay	Paraguay
24	31	Union européenne – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires – enregistrement de certaines dénominations de fromages en tant qu'indications géographiques (ID 119)	Nouvelle-Zélande; Uruguay	Argentine
25	46	Union européenne – Règlement (UE) 2017/2321 et Règlement (UE) 2018/825 (ID 144)	Fédération de Russie	
26	40	Union européenne – Pacte vert pour l'Europe (ID 171)	Fédération de Russie	Paraguay
27	29	Inde – Mise en œuvre de la politique d'évaluation de la conformité au moyen d'ordonnances en matière de contrôle de la qualité dans divers secteurs (ID 206)	Canada; Union européenne	Japon; Royaume-Uni
28	37	Inde – Politiques d'importation des pneus (ID 165)	Indonésie; Taipei chinois; Thaïlande; Union européenne	Canada
29	41	Inde – Restriction à l'importation de climatiseurs (ID 161)	Japon; Thaïlande	Corée, République de
30	23	Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM (ID 175)	États-Unis	Argentine; Canada; Japon; Paraguay; Uruguay
31	27	Inde – Restrictions à l'importation de certaines légumineuses (ID 125)	Australie, Canada, États-Unis, Union européenne	Argentine
32	32	Indonésie – Mécanisme de balance-matières (ID 173)	États-Unis; Japon; Union européenne	Corée, République de; Royaume-Uni; Suisse
33	30	Indonésie – Politiques et pratiques ayant des effets de restriction des importations et des exportations (ID 51)	Japon; Nouvelle-Zélande; Union européenne	Canada; États-Unis
34	25	Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018. Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai, publiée le 31 janvier 2019 (ID 162)	États-Unis	Nouvelle-Zélande
35	42	Népal – Interdiction d'importer des boissons énergisantes (ID 181)	Thaïlande	
36	24	Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre (ID 177)	États-Unis	Canada
37	26	Royaume d'Arabie saoudite, Royaume de Bahreïn, Émirats arabes unis, État du Koweït, Oman et Qatar – Taxe sélective appliquée à certains produits importés (ID 120)	États-Unis; Suisse; Union européenne	
38	43	Sri Lanka – Interdiction d'importer visant divers produits (ID 157)	Thaïlande	
39	54	Royaume-Uni – Projet de liste concernant les marchandises et proposition d'engagements du Royaume-Uni en matière de contingents tarifaires: préoccupations systémiques (ID 145)	Uruguay	Paraguay
40	48	États-Unis – Série de mesures de politique générale ayant des effets de distorsion sur l'industrie des semi-conducteurs et sa chaîne d'approvisionnement mondiale (ID 195)	Chine	
41	49	États-Unis – Mesures perturbatrices et restrictives au nom de la sécurité nationale (ID 205)	Chine	
42	28	États-Unis – Restrictions à l'importation des pommes et des poires (ID 146)	Union européenne	
43	33	États-Unis, Japon, Pays-Bas – Accord entre les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas sur les restrictions à l'exportation de puces (ID 204)	Chine	



---

N°	Point de l'ordre du jour	Préoccupation commerciale	Membre(s) soulevant la préoccupation	Autre(s) Membre(s) intervenant
44	44	États-Unis - Droits au titre de l'article 301 visant certaines marchandises en provenance de Chine (ID 117)	Chine	
45	45	États-Unis - Mesures de subvention ayant des effets de distorsion et discriminatoires de la Loi sur la réduction de l'inflation de 2022 (ID 194)	Chine	

---